

3

HONG KONG : PREMIÈRE ÉTAPE VERS UN

NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION ?

Selon le Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières, entre 2002 et 2015, Hong Kong est passé de la 18^{ème} à la 70^{ème} place. Même si l'empreinte de Pékin apparaît seulement en filigrane, les difficultés croissantes rencontrées par les médias hongkongais dans leur couverture des affaires chinoises montrent que le combat pour la liberté de l'information se joue désormais en dehors de la Chine populaire. La lutte contre la censure implique donc désormais de déjouer la stratégie de la Chine pour qu'elle ne muselle pas l'information ni n'impose sa propagande hors de ses frontières.

Cela fait des années que la Chine a l'objectif d'établir un "nouvel ordre mondial de l'information". Elle y occuperait une position centrale et aurait le pouvoir de façonner l'opinion à sa guise. Ce but et la stratégie pour y parvenir avaient été mentionnés par Li Congjun, président de l'agence de presse chinoise Xinhua (jusqu'en 2014) et membre actuel du comité central du Parti communiste chinois, dans une tribune publiée en 2011 par le Wall Street Journal.¹ Arguant d'un ordre mondial "injuste et irrationnel", Li Congjun prône l'application de quatre principes directeurs censés rétablir le déséquilibre du flux d'information : "l'impartialité", "le tous-gagnants", "l'inclusion" et "la responsabilité", puisque le flux se limite aujourd'hui à aller "de l'Occident vers l'Orient, du nord vers le sud, des pays développés vers les pays en développement". Cette volonté s'est également illustrée au cours du voyage de Xi Jinping aux États-Unis en septembre 2015. Le leader chinois a ainsi affiché sa volonté d'imposer son pays sur le front des nouvelles technologies de l'information. Le président chinois, qui est également à la tête du Central Leading Group for Internet Security and Informatization, un organe affilié au Comité central du Parti, a notamment rencontré

dans ce secteur comme des menaces potentielles à sa souveraineté.

La stratégie chinoise de contrôle de l'information s'est considérablement accélérée au cours des cinq dernières années. Elle se décline sous différentes formes.

La Chine a d'abord renforcé sa capacité à contrôler la présence et les modalités opératoires des entreprises étrangères actives dans le secteur du Net sur son territoire. La Chine est à l'origine du World Media Summit, un rassemblement des leaders du monde des médias qualifié de "Jeux olympiques des médias" et entièrement conçu, organisé et financé depuis 2009 par l'agence officielle Xinhua. Il en va de même pour la World Internet Conference, lancée en 2014 et accueillie par la Chine. Si l'accent de la conférence est mis sur le volet commercial, la conférence constitue également une occasion pour les dirigeants chinois d'aborder un certain nombre de réglementations auxquelles ils entendent soumettre les acteurs étrangers. À la fin de l'année dernière, un millier d'entrepreneurs, dont certains leaders mondiaux du secteur des technologies de l'information et de la communication, ont défilé à Wuzhen, la ville où s'est tenue la conférence. Même Facebook était représenté, alors que le réseau social est interdit d'accès sur le territoire chinois... Ne reculant devant aucune contradiction, les autorités avaient pour l'occasion levé la censure à Wuzhen même, permettant ainsi aux visiteurs étrangers d'utiliser les réseaux sociaux tels que Twitter et Facebook et de publier des vidéos sur YouTube !

En intégrant le club mondial des géants du Net et des technologies de l'information et de la communication et en rejoignant le cercle fermé des grandes puissances de l'information et des médias, Pékin s'assure donc une assise et une légitimité qui lui permettent de filtrer encore plus efficacement les informations sensibles et les critiques à l'encontre des dirigeants du Parti. Désireuses d'intégrer ce nouvel eldorado qu'est le marché des internautes chinois, de nombreuses entreprises étrangères du Net n'hésitent pas à affranchir la Chine de certaines "contraintes" concernant la liberté d'information.

L'autre facette de la stratégie chinoise en matière de contrôle de l'information consiste à déployer des efforts considérables pour exporter son modèle et façonner l'information à l'extérieur de ses frontières. Et ils semblent bien engagés. En Inde, le gouvernement de Narendra Modi a annoncé en mars 2015 son intention d'ouvrir une université de journalisme à l'image de la Communication University of China, qui inculque aux étudiants en journalisme l'angle du Parti et est présidée par d'anciens membres du Département de la propagande. En septembre 2014, le média allemand Deutsche Welle (*DW*) avait pour sa part annoncé son intention d'établir un partenariat avec le groupe national CCTV, pilier de la propagande étatique chinoise. L'accord comprenait un contrat de partage de contenus afin d'accroître le rayonnement du groupe allemand en Chine. Quelques mois plus tôt, une blogueuse chinoise exilée en Allemagne et collaboratrice du média depuis 2010 avait été remerciée par *DW*. Aujourd'hui, *DW*, qui affirme avoir mis un terme à sa coopération avec CCTV, continue d'employer au sein de son service chinois des reporters très controversés, dont un journaliste soupçonné d'être membre du Parti communiste chinois.

Au-delà du contrôle des médias, le contrôle du Net est lui aussi exporté par Pékin. Baidu, premier moteur de recherche chinois qui détient le quasi-monopole du marché depuis le retrait de Google en 2010, permet aux autorités chinoises de contrôler les informations accessibles aux internautes chinois et ainsi de censurer toute information jugée trop néfaste pour le Parti. En juillet 2014, Baidu, véritable fer de

lance de la censure du Net, pénètre le marché brésilien avec le lancement d'une version portugaise, Busca. Le Brésil devient ainsi le deuxième pays étranger après le Japon à "bénéficier" des services du moteur de recherche chinois. Les effets ne se sont pas faits attendre, puisqu'il fut rapidement avéré que les résultats de recherche concernant Tian'anmen ou le Falun Gong étaient purgés de tout contenu "sensible" et relayaient abondamment les contenus produits par le Quotidien du peuple (Renmin ribao) en ligne. Cette censure "extra-territoriale" aurait disparu après les protestations de nombreux internautes au Brésil et dans le reste du monde, même si la société a très probablement gardé les capacités techniques de la mettre en place à nouveau.

Aux États-Unis, la victoire de Baidu, à l'issue d'une *class action*, en 2014, a constitué une étape décisive dans la progression internationale de la censure chinoise. L'affaire Zhang v. Baidu.com Inc. opposait le moteur de recherche chinois à un groupe de militants pro-démocratie américains qui l'accusaient de supprimer illégalement les contenus traitant de la démocratie en Chine afin de les rendre inaccessibles aux internautes basés aux États-Unis. Dans son verdict, rendu le 28 mars 2014, la cour fédérale du district sud de New York a considéré que Baidu faisait usage de son "appréciation éditoriale" en décidant quels contenus étaient publiés par le moteur de recherche, établissant ainsi une jurisprudence pour le moins inquiétante et renforçant l'immunité de l'entreprise chinoise à l'étranger.